



Revue de presse

Position prébudgétaire 2010 du CPQ

Novembre / décembre 2009

UN CRAN D'ARRÊT

Pour 10 ans, le gouvernement Charest devrait interdire toute nouvelle dépense non compensée par des coupes

YVES-THOMAS DORVAL



L'auteur est président du Conseil du patronat du Québec.

L'état des finances publiques québécoises est très préoccupant. Même si l'ampleur du déficit pour cette année semble acceptable comparativement aux autres provinces canadiennes et aux autres pays, l'ampleur de la dette est beaucoup moins acceptable.

Selon des chiffres du Mouvement Desjardins datant de 2007, le Québec serait désormais aussi endetté que l'Italie avec une dette représentant 103 % de son PIB. Ce fardeau est plus élevé que la moyenne des 30 pays de l'OCDE (74 %), des 16 pays de la zone euro (71 %), des États-Unis (63 %) ou de l'Ontario (60 %).

Pour arriver au chiffre de 103 % du PIB, le Mouvement Desjardins impute au Québec sa part de la dette fédérale, ce qui nous apparaît important parce que, ultimement, ce sont les contribuables qui paieront la note, peu importe l'ordre de gouvernement. Sans la dette fédérale, la dette brute du Québec est d'environ 50 % du PIB en 2007 et en 2008.

Pour les employeurs que nous représentons, le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 constitue la grande priorité. Mais avant de discuter de l'augmentation des taxes et des tarifs pour récolter de nouveaux revenus,

nous estimons qu'il faut se pencher d'abord sur les dépenses. Le gouvernement du Québec a annoncé d'ailleurs sa volonté de contrôler la hausse de la croissance des dépenses à 3,2 % au cours des prochaines années. C'est un bon début.

De façon régulière, les gouvernements prennent de nouveaux engagements que nous n'avons pas les moyens de financer. Ainsi, le taux moyen de croissance des dépenses de programmes au cours des 10 dernières années a été de 4,7 % au Québec, une croissance plus rapide que celle de l'économie

mesurée par son PIB. À force de vivre au-dessus de ses moyens – sur la carte de crédit, comme on dit communément – notre gouvernement a perdu toute marge de manœuvre et il n'est pas impossible que plusieurs de nos programmes sociaux finissent par connaître tôt ou tard l'équivalent d'un krach financier brutal.

Parmi toutes les pistes de solution que proposera le Conseil du patronat au ministre des Finances du Québec dans le cadre des présentes consultations pré-budgétaires, celle d'un « cran d'arrêt » quasi constitutionnel nous semble la plus fondamentale.

En effet, il est plus que temps que nous marquions un temps d'arrêt pour une période d'au moins 10 ans – révisable à la fin de cette période – au chapitre des nouvelles dépenses. Il s'agit d'instaurer un dispositif qui interdirait légalement

Il n'est pas impossible que plusieurs de nos programmes sociaux finissent par connaître l'équivalent d'un krach financier brutal.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le ministre des Finances Raymond Bachand et le premier ministre Jean Charest devront resserrer les dépenses du gouvernement dans les prochaines années.

la création de nouvelles dépenses non compensées par des compressions dans les dépenses de programmes existants. Tout en laissant la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins et aux priorités, cela s'appliquerait évidemment à la masse salariale globale des employés de l'État lors de négociations pour le renouvellement des conventions collectives.

Ce dispositif légal – qui pourrait s'appeler le «cran d'arrêt» – devrait comporter deux éléments pour en garantir le succès:

- une quasi-constitutionnalisation de la mesure;

- une loi vraiment contraignante pour les ministres et les sous-ministres responsables.

Pour ce qui est de rendre la mesure

quasi constitutionnelle, il suffit d'assujettir tout amendement ou toute abrogation par un vote des deux tiers des élus à l'Assemblée nationale. En ce qui a trait au volet contraignant de la loi, on peut imaginer une panoplie de mesures responsabilisant davantage l'exécutif et l'administration publique que ce n'est le cas actuellement.

Y a-t-il lieu de craindre des compressions tous azimuts? Au contraire. Bien qu'il soit impossible de l'écrire dans une loi, nous croyons qu'un tel cran d'arrêt forcera le gouvernement à faire davantage preuve de vision et à se donner des priorités claires quant à ses missions essentielles, tout en délaissant ce qui relève de l'accessoire. Après tout, le budget global actuel nous apparaît bien suffisant.

Finances publiques : prêcher par l'exemple

Le comité d'économistes formé par le ministre des Finances du Québec pour le conseiller en vue du prochain budget, arrive cette semaine à un constat accablant: en raison de dépenses publiques élevées, d'un fardeau-fiscal élevé et d'un endettement public élevé, le gouvernement n'a pratiquement plus de marge de manœuvre. Ce constat n'est pas nouveau, et il rend encore plus urgente l'instauration d'un «cran d'arrêt», une mesure proposée par le Conseil du patronat qui consiste à freiner la croissance des dépenses pour en arriver à un point de rencontre entre les revenus et les dépenses étatiques.

Cette approche n'est pas que rhétorique. Nous voulons qu'elle s'applique à nous-mêmes. En effet, nous estimons qu'il ne devrait pas y avoir l'ajout «d'argent neuf» pour l'aide à l'entreprise. Avec l'enveloppe globale déjà allouée aux entreprises, grandes et petites, nous pouvons parcourir un bon bout de chemin, pourvu que ladite enveloppe soit dépensée judicieusement. C'est pourquoi, même si des sommes additionnelles seraient très utiles pour les entreprises, nous recommandons plutôt au gouvernement d'avoir une approche responsable et de procéder à une réallocation des ressources financières disponibles en fonction d'une vision stratégique porteuse d'avenir.

Nous avons donc proposé au ministre des Finances des priorités structurantes qui pourraient guider l'État dans la façon de mieux dépenser l'argent destiné au développement économique. Ainsi, à notre avis, toute aide aux entreprises devrait être axée sur quatre critères: 1. la création de valeur ajoutée par de l'innovation; 2. l'amélioration de la productivité à la fois technologique et de la main-d'œuvre; 3. la commercialisation vers des

marchés moins traditionnels (particulièrement l'Europe et l'Asie); 4. l'inclusion de considérations à l'égard du développement durable.

L'objectif étant de nous concentrer dans les secteurs où nous pouvons nous démarquer à l'échelle internationale plutôt que soutenir des canards boiteux sous respiration artificielle.

Une campagne de l'audace

Dans leur document publié cette semaine, les quatre économistes mandatés par le ministre des Finances ont insisté fortement aussi sur la nécessité de créer de la richesse. Nous sommes d'accord: il est prioritaire de susciter davantage d'investissement privé, encouragé notamment par ce que nous avons appelé une «campagne de l'audace économique».

Une telle initiative ne coûterait virtuellement rien à l'État et aurait pour but de stimuler l'investissement de, et dans, nos entreprises. En effet, l'économie n'est pas que colonnes de chiffres et hypothèses mathématiques. Les investisseurs sont des gens comme vous et moi. Ils éprouvent des peurs, des émotions, et ils sont actuellement influencés par des pronostics peu optimistes, notamment sur le rythme de reprise de la croissance et de l'emploi aux États-Unis. S'ils sentent que les organisations gouvernementales, patronales, syndicales et financières sont derrière eux et qu'elles sont motivées, nous pourrions créer un véritable mouvement national en faveur de l'investissement privé au Québec.

En réunissant ainsi toutes nos énergies, nous pourrions dépasser facilement la barre peu glorieuse au Québec des 17% d'investissements privés au Canada, voire atteindre au moins notre proportion démographique de 23% de la population canadienne.

Le patronat réclame un moratoire

ANNIE ST-PIERRE

Agence CMI

Craignant un krach financier brutal, le Conseil du patronat du Québec réclame un moratoire de dix ans sur de nouvelles dépenses gouvernementales.

Le regroupement d'employeurs note que le Québec serait désormais aussi endetté que l'Italie avec une dette représentant 103 % de son PIB, incluant sa part de la dette fédérale.

Ainsi, l'organisme soutient « qu'à force de vivre au-dessus de ses moyens – sur la carte de crédit – notre gouvernement a perdu toute marge de manœuvre et il n'est pas impossible que plusieurs de nos programmes sociaux finissent par connaître tôt ou tard l'équivalent d'un krach financier brutal ».

Le conseil propose donc au gouvernement québécois « un cran d'arrêt » sur de nouvelles dépenses publiques pour une période de dix ans, « forme de moratoire qui bloquerait les nouvelles dépenses de programmes autrement qu'avec de l'argent neuf ».

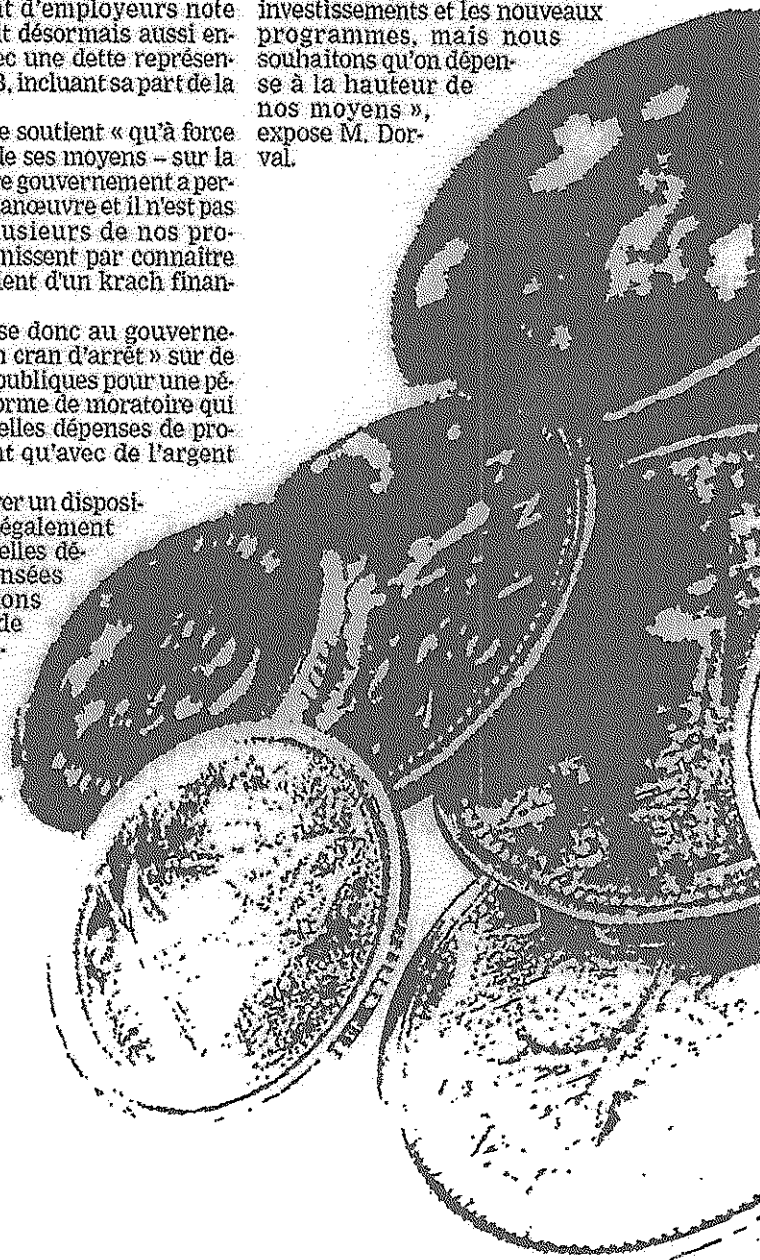
« Il s'agit d'instaurer un dispositif qui interdirait légalement la création de nouvelles dépenses non compensées par des compressions dans les dépenses de programmes existants », explique le président du Conseil, Yves-Thomas Dorval.

La logique est simple : avant de dé-

penser, il faudra couper l'équivalent ailleurs, selon lui.

Cette mesure s'appliquerait à la masse salariale globale des employés de l'État lors de négociations pour le renouvellement des conventions collectives.

« Nous ne sommes pas contre les investissements et les nouveaux programmes, mais nous souhaitons qu'on dépense à la hauteur de nos moyens », expose M. Dorval.





DANIEL AUDET

audet_commentaire@journalmtl.com
Collaboration spéciale

Le prochain budget et au-delà

Le ministre des Finances du Québec, M. Raymond Bachand, entreprend ses consultations prébudgétaires cette semaine.

L'exercice relève d'un jeu d'équilibre extrêmement délicat. En plus des hausses de taxes et de tarifs qui seront inévitables, hélas, il faudra faire preuve de beaucoup d'imagination et de courage pour trouver les 5 milliards \$ de compressions qui manquent pour revenir à l'équilibre budgétaire pour l'exercice 2013-2014. C'est pourquoi, à mon humble avis, il faut voir au-delà du budget 2010-2011 pour sortir du cercle vicieux des déficits structurels.

POUR ÉVITER DE SE RETROUVER AU MÊME ENDROIT DANS CINQ ANS

Les partis politiques, quels qu'ils soient, ont la fâcheuse habitude, lorsqu'ils se présentent devant l'électorat, de prendre des engagements irréalistes souvent souhaitables pour les citoyens, mais irréalistes sur le plan budgétaire. Autrement dit, les partis politiques nous font miroiter de nouveaux programmes étincelants, mais qu'on n'a pas les moyens de s'offrir. D'où nos déficits chroniques qui représentent une « mauvaise dette », comme le dit lui-même le ministre Bachand, à hauteur de 65 % de la dette totale du Québec. Bref, 65 % de notre dette nationale – ou 32 % de notre produit intérieur brut (PIB) – sont

constitués de déficits cumulés. De dépenses d'épicerie. Seuls 35 % de notre dette représentent des immobilisations.

Je ne sais pas où le gouvernement trouvera des économies supplémentaires de 5 milliards \$ dans les années qui viendront – dans la santé et l'éducation, les postes de dépenses de programmes de loin les plus importants –, mais ce que je sais, en revanche, c'est que si on ne trouve pas des moyens de gérer les finances publiques plus efficacement, on va se retrouver dans exactement la même situation dans quelques années.

MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE GUÉRIR

Tout le monde connaît cette vieille maxime éculée et sous-utilisée, mais tout à fait juste. Il est beaucoup plus facile de ne pas créer de nouveaux programmes coûteux dont on n'a pas la moindre idée de la façon dont on va les financer dans le cadre budgétaire du Québec que d'en éliminer de larges pans lorsqu'une crise budgétaire survient, comme c'est le cas en ce moment. Ce sera encore plus vrai dans le contexte d'une société vieillissante. La méthode utilisée par nos gouvernements depuis 30 ou 40 ans est de hausser le fardeau fiscal des contribuables québécois ET d'augmenter sans cesse la mauvaise dette. Ça ne peut plus continuer comme ça. Le Québec est maintenant une des régions d'économie avancée les plus endettées du monde (derrière le Japon et l'Italie). Curieusement, le

palmarès des endroits les plus vieillissants dans le monde est également, dans l'ordre, le Japon, l'Italie et le Québec!

C'est pourquoi l'idée du « cran

d'arrêt » mis de l'avant par Yves-Thomas Dorval, président du Conseil du patronat du Québec, devrait être prise au sérieux par la classe politique et les économistes qui s'intéressent aux politiques publiques. Ce cran d'arrêt vise à stopper la création de nouvelles dépenses, pas des nouveaux programmes, pour une période d'au moins 10 ans. Mais tout nouveau programme de dépenses doit être compensé par des

À mon avis, il faut voir au-delà du budget 2010-2011 pour sortir du cercle vicieux des déficits structurels

compressions ailleurs. Ce sera aux politiciens de décider ce qui est vraiment prioritaire. Par la suite, il s'agira d'augmenter les dépenses au rythme de la croissance de notre enrichissement collectif. Pas à celui de notre déclin économique!

➔ Réagissez à cet article en ligne à : audet_commentaire@journalmtl.com

SI L'ON AUGMENTAIT AU MAXIMUM LES COÛTS D'ÉLECTRICITÉ DU QUÉBEC À 10,1 CENTS LE KILOWATTHEURE, LES MÉNAGES GAGNANT MOINS DE 10 000 \$ VERRAIENT LEUR FACTURE BONDIR DE 361 \$ (À 1 173 \$). LES FAMILLES GAGNANT ENTRE 40 000 \$ ET 60 000 \$ VERRAIENT LEUR COMPTE GRIMPER DE 500 \$ (À 1 684 \$) ET CELLES GAGNANT PLUS DE 120 000 \$ AUGMENTERAIENT DE 789 \$ (À 2 720 \$).

Le patronat réclame un moratoire

(AStP) Craignant un krach financier brutal, le Conseil du patronat du Québec réclame un moratoire de dix ans sur de nouvelles dépenses gouvernementales.

Le regroupement d'employeurs note que le Québec serait désormais aussi endetté que l'Italie avec une dette représentant 103 % de son PIB, incluant sa part de la dette fédérale.

Ainsi, l'organisme soutient « qu'à force de vivre au-dessus de ses moyens – sur la carte de crédit – notre gouvernement a perdu toute marge de manœuvre et il n'est pas impossible que plusieurs de nos programmes sociaux finissent par connaître tôt ou tard l'équivalent d'un krach financier brutal ».

Le conseil propose donc au gouvernement québécois « un cran d'arrêt » sur de nouvelles dépenses publiques pour une période de dix ans, « forme de moratoire qui bloquerait les nouvelles dépenses de programmes autrement qu'avec de l'argent neuf ».

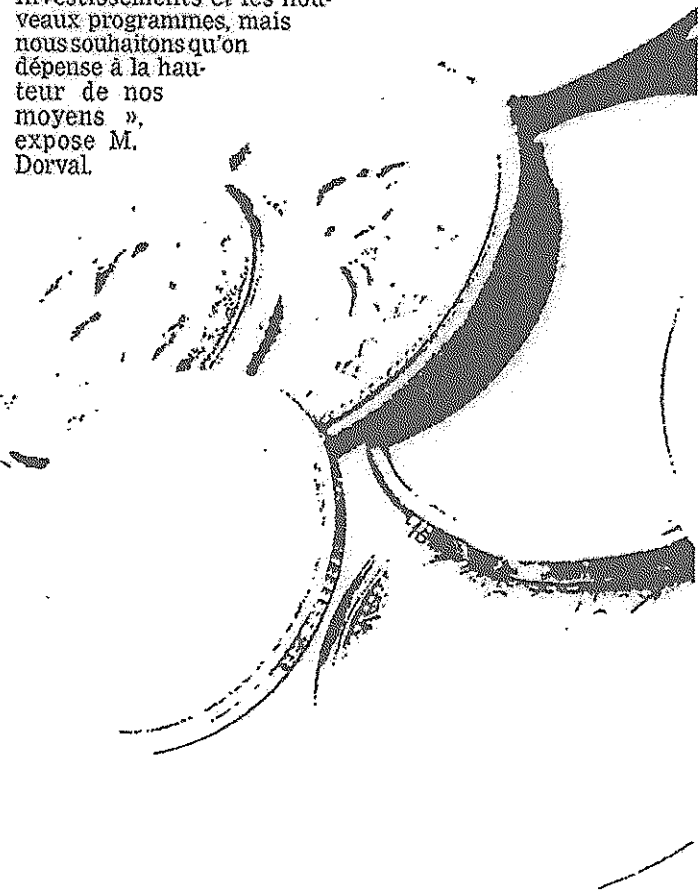
« Il s'agit d'instaurer un dispositif qui interdirait légalement la création de nouvelles dépenses non compensées par des compressions dans les dépenses de programmes existants », explique le président du Conseil, Yves-Thomas Dorval.

La logique est simple : avant de dépenser, il faudra couper l'équivalent

ailleurs, selon lui.

Cette mesure s'appliquerait à la masse salariale globale des employés de l'État lors de négociations pour le renouvellement des conventions collectives.

« Nous ne sommes pas contre les investissements et les nouveaux programmes, mais nous souhaitons qu'on dépense à la hauteur de nos moyens », expose M. Dorval.



Everybody has an opinion on the Quebec budget – and they're telling the minister



PETER HADEKEL

en ville

Quebec Finance Minister Raymond Bachand is holding pre-budget meetings this week with groups from the private and public sectors.

He doesn't have an easy task. Bachand must find ways to keep the Quebec economy growing while digging the government out of deficit.

The suggestions he's get-

ting are all over the map and range from the predictable – improving the economy's productivity – to the bizarre – raising income taxes.

He'll be getting even more free advice in January, when the provincial government kicks off a series of consultations with the public on ways to improve public finances.

For now, Bachand is hearing from organizations like the Board of Trade of Montreal Metropolitan, which is urging him to continue "and even accelerate" investments in public infrastructure.

The Board of Trade is pushing for more road and bridge projects, completion of Montreal's Quartier des Spectacles,

and the start of work on both the MUHC and CHUM super-hospitals next year.

Here's the dilemma for the government:

It's widely recognized that spending on public works has helped Quebec dodge the worst of the recession by keeping more people employed on construction and road crews.

But the original intention was to fill the investment gap vacated by the private sector when the recession hit. The assumption was that the government would dial back public spending once the recovery took hold.

Please see HADEKEL, Page B3

HADEKEL
Quebec
government's
debt is
ballooning

CONTINUED FROM B1

There's no reason to change that game plan. The economy clearly is bouncing back, and it's now time for private investment to do its part.

The fact is, the government is on an unsustainable spending path. While investing in infrastructure may have been the right thing to do at the time, the bills are coming due and the provincial debt is ballooning.

The situation confronting the finance minister is this:

Measures announced by Bachand's predecessor, Monique Jérôme-Forget, in the March budget were meant to bring the budget back toward balance by the 2013-14 fiscal year.

Chief among these was limiting growth in government spending to 3.2 per cent a year – a move expected to save nearly \$4 billion by 2013-14.

Other announced measures included bumping up the Quebec Sales Tax to 8.5 per cent in January (an extra \$1.3 billion of revenue), charging more in various government fees and tariffs (\$200 million) and cracking down on tax avoidance (\$300 million).

But even with these steps, the government needs to find at least another \$5.1 billion by 2013-14 to balance its books.

There are several possible options, according to Université du Québec à Montréal economist Pierre Fortin:

Bachand could further restrain spending growth to a rate of 2.8 per cent per year, which would save another \$1 billion.

Bumping up the QST by an additional one percentage point, to a rate of 9.5 per cent, would generate an ex-

tra \$1.3 billion.

Finally, there's been much discussion about the wisdom of boosting hydro rates, which remain below market levels. While this might be politically risky, it would help to balance the books, as a 25-per-cent hike in rates would add \$2.7 billion to government revenues.

One thing Bachand will rule out is any increase in personal or corporate income taxes. That wonky suggestion came this week from Claudette Carboneau, president of the Confédération des syndicats nationaux.

Carboneau, of course, is in a huge conflict of interest. Her members are bargaining with the government on a new contract and have asked for an 11.2-per-cent wage hike over three years.

The government rightly has said it can't afford that kind of money. No problem, Carboneau says: Just increase taxes to pay for our raises.

The union leader seems drastically out of touch with many Quebecers who've been struggling to keep their jobs and to get by since the financial meltdown and the ensuing recession.

An income tax increase is the last thing they need.

The government's counteroffer of a seven-per-cent raise over five years seems more likely to rally public support.

Indeed, a poll commissioned by the employers' group, the Conseil du patronat, says just four per cent of Quebecers support a tax increase.

phadekel@videotron.ca

ARGENT

Pas de nouvelles dépenses sans coupe, suggère le CPQ

18 novembre 2009 | 07h00
- ARGENT

Argent

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) suggère que le gouvernement du Québec interdise toute nouvelle dépense publique à moins qu'elles ne soient compensées par des compressions dans les dépenses de programmes existants, et ce, pour au moins 10 ans.



/ Yves-Thomas Dorval

Dans une lettre ouverte au journal *La Presse*, le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval, soumet que le taux moyen de croissance des dépenses des programmes du gouvernement a été de 4,7% au Québec au cours des 10 dernières années, une croissance plus rapide que celle de l'économie mesurée par son PIB.

« À force de vivre au-dessus de ses moyens –sur la carte de crédit, comme on dit communément-, notre gouvernement a perdu toute marge de manœuvre », dit M. Dorval. De plus, l'état des finances publiques est telle qu'il n'est pas impossible que plusieurs des programmes sociaux « finissent par connaître tôt ou tard l'équivalent d'un krach financier brutal. »

Pour le CPQ, le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 doit constituer la grande priorité de Québec.

« Le gouvernement du Québec a annoncé d'ailleurs sa volonté de contrôler la hausse de la croissance des dépenses à 3,2% au cours des prochaines années. C'est un bon début », opine le CPQ.

www.canoe.com, 18 novembre 2009

18 Novembre 2009 - 6h14

Le CPQ propose d'interdire la création de nouvelles dépenses publiques pour 10 ans

(INFO 690)- Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) propose que pour une période d'au moins 10 ans, le gouvernement du Québec interdise la création de nouvelles dépenses publiques, à moins qu'elles soient compensées par des compressions dans les programmes existants.

Dans une lettre publiée mercredi par La Presse, le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval, explique que les employeurs qu'il représente veulent d'abord se pencher sur les dépenses de l'État avant de discuter de l'augmentation de taxes et de tarifs pour revenir à l'équilibre budgétaire en 2013-2014.

Ce dispositif sur les dépenses que le CPQ propose devra toutefois comporter deux éléments pour en garantir le succès, selon M. Dorval: une quasi-constitutionnalisation de la mesure, et l'adoption d'une loi vraiment contraignante pour les ministres et les sous-ministres.

À son avis, un tel dispositif forcera le gouvernement à faire davantage preuve de vision et à se donner des priorités claires sur ses missions essentielles.

Au cours des 10 dernières années, la croissance des dépenses de programmes au Québec a été de 4,7%, une hausse plus rapide que celle de l'économie mesurée par son Produit intérieur brut (PIB).

Yves-Thomas Dorval déplore les données de 2007 du Mouvement Desjardins à l'effet que la dette du Québec représente 103% de son PIB, incluant sa part de la dette fédérale.

Selon lui, il n'est donc pas impossible que plusieurs des programmes sociaux québécois finissent par connaître l'équivalent d'un krach financier brutal.

LA PRESSE CANADIENNE

Le Courrier p@rlementaire
Édition du mardi 8 décembre 2009
17^e année de publication

Service quotidien d'information parlementaire et gouvernementale

OK pour des hausses de taxes et d'impôt «temporaires»

Le président du Conseil du patronat du Québec, Yves-Thomas Dorval, ne s'oppose pas à de nouvelles sources de revenus pour le gouvernement dans le but de retourner à l'équilibre budgétaire, à condition que ces mesures soient temporaires. «Aussitôt que l'économie le permettra, il faudra compenser graduellement ces hausses de tarifs et de taxes par des baisses d'impôt équivalentes», a-t-il prévenu hier, lors de sa participation aux consultations prébudgétaires du gouvernement.